

LE PROLETAIRE

Parti Communiste International

– Etats-Unis –

Minnesota : à propos de la «grève générale» qui n'a pas eu lieu...

L'une des armes les plus puissantes utilisées par la classe bourgeoise contre le prolétariat est sa capacité à déformer les termes de la véritable lutte des classes et à imposer une vision complètement distordue de celle-ci. Ainsi, les grandes étapes du développement de la domination bourgeoise sont présentées comme des victoires de la classe prolétarienne. La démocratie est présentée non pas comme le système dont la classe bourgeoise a besoin pour garantir sa vie commerciale, industrielle, etc., mais comme un « droit acquis » par le prolétariat. La Seconde Guerre mondiale, une lutte épique pour la liberté « antifasciste » et non le massacre de prolétaires à des fins exclusivement impérialistes, comme ce fut le cas en réalité. Et ainsi, à tous les niveaux, des affrontements interimpérialistes aux manifestations quotidiennes de l'exploitation et de l'oppression, la réalité même de la vie de la classe prolétarienne se trouve, encore et toujours, corrompue par la force destructrice des classes bourgeoise et petite-bourgeoise.

Très souvent, ce sont précisément les courants qui se revendiquent « de classe », « prolétariens » voire « communistes » qui propagent cette vision déformée de la réalité. Cela s'est produit, par exemple, lors des mobilisations contre l'ICE et la politique d'expulsions racistes du gouvernement américain, dans lesquelles tant de groupes soi-disant « marxistes » ont vu le début d'une lutte de classe à grande échelle là où il y avait en réalité un contrôle étroit de la petite bourgeoisie sur le prolétariat à travers l'imposition de ses moyens et méthodes de lutte.

Nous prenons l'exemple de l'Internationale Communiste Révolutionnaire (ex-Tendance Marxiste Internationale), plus précisément de sa section américaine, les Communistes Révolutionnaires d'Amérique (RCA), car il illustre bien ce type de déformation dont nous parlons : ils tentent de faire passer un exemple de mobilisation, certes importante et nombreuse, mais de type populaire et interclassiste, pour un jalon de la lutte prolétarienne. Ce faisant, ils font obstacle au véritable développement de la lutte de classe qui a besoin, avant tout, de clarté et de rigueur.

Dans son article « *La grève générale du Minnesota de 2026 : un tournant historique* » (1) du 26 janvier 2026, la RCA écrit que « *Minneapolis est redevenue*

l'épicentre de la lutte des classes aux États-Unis » et que « les manifestations quotidiennes qui ont suivi et la résistance civile généralisée contre l'ICE ont abouti à une grève générale de facto », au cours de laquelle « des centaines de milliers de citoyens du Minnesota » sentirent que leur ville était occupée par des agents fédéraux et, comme les Démocrates n'offraient aucune solution réelle, les gens ordinaires ont pris les choses en main », et que « le 23 janvier 2026 restera dans les mémoires comme un tournant dans l'histoire de la lutte des classes aux États-Unis. (...) C'était la première fois en 80 ans qu'un événement même vaguement similaire se produisait aux États-Unis, depuis la vague de grèves de 1946, qui avait provoqué des grèves générales à Oakland, Rochester et dans d'autres villes. De plus, il s'agissait essentiellement d'une grève générale politique. Il ne s'agissait pas d'une action économique pour les salaires et les avantages sociaux, mais d'un acte ouvertement politique, dirigé directement contre l'appareil répressif du gouvernement national. Elle a éclaté pour défendre les travailleurs injustement persécutés parce qu'ils ne possédaient pas un document précis, et pour protester contre l'assassinat éhonté de citoyens américains coupables d'avoir exercé leurs droits constitutionnels. On y discerne clairement les prémices d'une conscience de classe émergente. La grève s'est étendue de manière organique malgré l'absence d'une direction militante de lutte de classe, en grande partie grâce à l'auto-organisation de la classe ouvrière qui s'est mise en place lors de réunions de quartier et des chats sur Signal dans les Twin Cities [Minneapolis et Saint Paul – NdIR] ». La RCA conclut que « les communistes doivent étudier ces événements de près et en tirer leurs conclusions ». Très bien, faisons-le.

Alors que la RCA et d'autres médias de la gauche bourgeoise (*Jacobin*, *Monthly Review*, *In These Times*, etc.) parlent d'une grève générale et fondent leurs conclusions sur le nombre de manifestants, les gros titres des médias et l'ambiance émotionnelle, le marxisme authentique doit tirer ses conclusions des relations matérielles, du processus de production, de la position de classe. On ne peut nier que les manifestations du 23 janvier

ont été massives. Mais la question n'est pas d'ordre sémantique. Il s'agit du contenu réel et du poids des armes de la classe ouvrière : un véritable processus de grève, une véritable polarisation de classe.

La dite « société civile » — une vaste coalition d'organismes communautaires, de chefs religieux et de militants d'ONG du Minnesota — « a appelé à une grève générale dans tout l'État, souvent décrite par les participants comme un «black-out économique» ou une «Journée de la vérité et de la liberté» » (Wikipedia).

De leur côté, les syndicats engagés dans la collaboration de classe ont refusé de décréter la grève. L'AFL-CIO nationale ne l'a pas soutenue ; les syndicats locaux ont offert leur soutien verbal, mais ont mis en garde contre l'illégalité, la perte potentielle d'emplois et ont invoqué le cadre contractuel qui limite les grèves à la négociation collective (la « clause de non-grève »). Ils n'ont pas appelé à la grève, et certainement pas dans les secteurs économiques clés. Les discours des dirigeants syndicaux ont été purement symboliques ; dans certains cas, il n'y a même pas eu de vote sur la grève – belle façon de mener la lutte ouvrière ! Les hôpitaux ont invoqué le devoir moral de prodiguer des soins, et l'UAW, avec ses 1,1 million de membres, n'a rien fait pour les mobiliser, se contentant d'évoquer l'idée d'une grève générale en... 2028 et contribuant ainsi, comme toujours, à la paralysie qui a bloqué la classe ouvrière lors de cette journée.

Il n'y a pas eu d'action de grève collective coordonnée des travailleurs des industries stratégiques ; les transports n'ont pas été paralysés ; l'approvisionnement en énergie des centres de production, du secteur financier ou des services de répression de l'État n'a pas été interrompu. Les grandes entreprises — Target, 3M, United-Health, Xcel Energy — ont continué à fonctionner comme d'habitude. La participation s'est largement limitée à des jours de congé, des arrêts maladie ou des absences individuelles... Dans ces conditions, on ne peut pas parler d'une grève générale. Les travailleurs n'ont imposé aucun «*embryon de force de classe*». Au contraire, l'événement a confirmé la domination de la politique de collaboration de classe, imposée tant par la direction syndicale qu'intériorisée au sein même du mouvement ouvrier. Une partie de la petite bourgeoisie a pu se permettre de fermer symboliquement ses magasins à un coût minime. Ce n'est pas une action de classe prolétarienne. Ce en fut pas une grève générale, mais une manifestation massive combinée à des «absences individuelles au travail».

Au lieu d'analyser la faiblesse objective du mouvement ouvrier, la RCA proclame une «*ère nouvelle*». Les impressions subjectives d'un enthousiasme massif remplacent les critères objectifs de classe.

La RCA peut ainsi écrire : « *Près de 800 petites entreprises ont fermé leurs portes ce jour-là, que*

ce soit par véritable solidarité politique avec le mouvement anti-ICE, sous la pression des employés qui souhaitent y participer, ou pour une combinaison des deux. Au début, seule une poignée de petites entreprises avaient annoncé leur fermeture, mais à mesure que la pression pour participer s'intensifiait, des dizaines puis des centaines de petites entreprises ont suivi comme des dominos. Il en a résulté une cascade de fermetures de petites entreprises. (...) Des institutions telles que le Musée des sciences du Minnesota, l'Institut d'art du Minnesota et le Théâtre Guthrie ont également fermé leurs portes ». Une véritable solidarité politique de la part de commerçants bourgeois ou d'institutions publiques ? Comment les propriétaires bourgeois peuvent-ils exprimer une solidarité politique, c'est-à-dire de classe, avec les prolétaires immigrés ?

La fermeture d'environ 800 petites entreprises, ainsi que celle des musées, des écoles, etc., décidée par les institutions elles-mêmes «*en signe de solidarité*», n'est pas une grève. Si un propriétaire ferme son commerce, il ne s'agit pas d'une action collective de grève de la main-d'œuvre contre le capital. De même, si les institutions publiques ferment (hypocritement) «*à cause du mauvais temps*», ce n'est pas une grève. Ici, la RCA confond une action de protestation interclassiste avec une lutte de nature classiste des travailleurs qui intervient structurellement dans la reproduction du capital.

Cependant, malgré les exagérations et les fantasmes, on peut se faire une idée plus précise à partir du texte même de la RCA : « *même si elle n'a pas provoqué une fermeture totale des principaux moteurs de l'économie locale, elle a sans aucun doute constitué un arrêt de travail généralisé, qui a significativement affecté l'activité économique de la zone métropolitaine ce jour-là. (...) la manifestation devant l'aéroport de Minneapolis ce même matin... n'a pas réussi à fermer complètement l'aéroport* ». Manifestation, pas action sur le lieu de travail. Les industries clés et l'aéroport ont fonctionné normalement, à la grande satisfaction de la grande bourgeoisie. Pourtant, la RCA insiste sur le fait qu'il s'agissait d'une grève générale. La RCA évoque les *tchats* sur Signal, les réseaux de quartier, les réunions communautaires, l'indignation morale, et présente tout cela comme une organisation de classe. Il s'agit d'une mobilisation «politique» interclassiste, d'activisme.

La lutte de classe se développe à travers la polarisation entre d'un côté les prolétaires, les travailleurs salariés, les «sans-réserves» et de l'autre les capitalistes et leur État – dans les usines, les entrepôts, les hôpitaux, dans les rues, partout où se produit le choc entre le mode de production capitaliste et sa préservation, et l'affirmation des besoins matériels et sociaux de la classe ouvrière. Pas dans des campagnes de hashtags.

La RCA affirme que « *la capacité d'auto-organi-*

sation, les changements rapides dans la conscience, l'instinct de classe qui se manifeste et l'énorme potentiel pour intensifier encore davantage le mouvement sont absolument évidents. Des centaines de milliers d'habitants ordinaires du Minnesota cherchent une voie à suivre... ». Cependant, la réalité est que les travailleurs n'ont pas été capables de briser les restrictions étouffantes de la dite «clause de non-grève», ni de promouvoir d'autres méthodes et moyens de lutte orientés vers la classe ; ils n'ont même pas atteint le niveau de ce que Lénine appelait à son époque la «conscience trade-unioniste».

Pour la RCA, cette faiblesse structurelle du mouvement ouvrier n'existe pas : l'absence de grève organisée de la production, la subordination aux limites imposées par les syndicats, le caractère interclassiste de l'action, la défense omniprésente de la « Constitution », le manque d'organisation de classe (l'organisation de classe ne peut exister qu'en tant qu'organisation contre le capitalisme). Il ne s'agit pas de lacunes secondaires, mais de limites structurelles du mouvement ouvrier. Pour la RCA, cependant, la seule faiblesse est qu'*«il manque au mouvement une direction politique clairement définie»*, c'est-à-dire l'absence d'un parti révolutionnaire. Mais même un parti révolutionnaire ne peut créer une grève là où il n'existe pas de base réelle.

Qualifier les manifestations contre l'ICE à Minneapolis de *«plus grand tournant depuis 1946»*, c'est dévaloriser les véritables grèves générales historiques, diluer la signification des concepts et minimiser l'importance de la lutte de classes. L'inflation de termes tels que grève — en fait, grève générale — et lutte des classes conduit à la désorientation du prolétariat et sape le sérieux de la nécessité de déployer ces armes et d'entrer sur le terrain de la lutte authentique de classe.

Lorsque la RCA déclare que les manifestations de masse et l'«absence au travail» tolérée constituent une grève — et dans ce cas précis, une grève générale —, elle crée une illusion de force, masque les faiblesses et les difficultés réelles et rabaisse le niveau de la lutte des classes. Le prolétariat a besoin de la vérité et d'une orientation adéquate, pas de mythes mobilisateurs ni

d'astuces marketing.

Une véritable grève sépare les travailleurs des patrons capitalistes, exacerbe l'antagonisme entre les classes, met à nu le rôle de l'État en tant que défenseur du capital et oblige le capital à répondre par la répression (comme lors de la grève des camionneurs de Minneapolis en 1934, lorsque jusqu'à 35 000 ouvriers du bâtiment se joignirent à eux en signe de solidarité, la police tua deux grévistes, 100 000 personnes assistèrent à leurs funérailles et cela aboutit à la fin de la résistance des patrons).

Une grève apprend aux travailleurs par l'expérience: la confrontation, la discipline collective, l'organisation, la création de comités de grève, la construction d'un réseau militant qui coordonne les lieux de travail...

Le résultat réel de leurs luttes — puisqu'ils ne gagnent qu'occasionnellement et de manière temporaire — n'est pas le succès immédiat, mais l'unification croissante des travailleurs, leur organisation en tant que classe, l'affûtage de leurs propres armes, la préparation à la lutte politique et révolutionnaire, car toute lutte de classe est, en fin de compte, une lutte politique.

Conclusion? Minnesota a été le théâtre d'importantes manifestations, de moments de radicalisation politique, d'expressions de colère. Cependant, il ne s'est agi ni d'une grève générale, ni d'un pas vers celle-ci; ce n'était pas une attaque contre le capital à partir de positions de classe, ni un pas vers une forme supérieure d'organisation de classe (d'«économique» à «politique»).

En d'autres termes, indiquer la voie vers une véritable organisation de classe en rejetant la solidarité interclassiste illusoire, et contribuer à rétablir la grève — et non la «journée d'action», le «black-out économique» ou les marches pacifistes de masse — comme véritable arme du prolétariat.

14 avril 2026

(1) <https://communism.ie/the-2026-minnesota-general-strike-a-historic-turning-point/>

parti communiste international

<https://www.pcint.org> - Imp. Spéc. - Ne pas jeter sur la voie publique - supplément au Proletaire n° 560
Lisez la presse du PCI : *le prolétaire / programme communiste / communist program / el programa comunista / el proletario / il comunista / proletarian*
